



MAGAZINE



RAPPORT

Conférence 2024 de l'EZA à Bruxelles

CONTEXTE

déchiffrer les tendances électorales en Europe

ESPOIRS, INQUIÉTUDES ET ATTENTES

les points de vue de nos membres sur les élections européennes de 2024

ETUDE ADAPT

La démocratie industrielle aujourd'hui - définition, signification actuelle et contributions possibles à la démocratie en général

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR L'ÊTRE HUMAIN

les conclusions principales de la campagne de l'EU-OSHA pour la sécurité et la santé au travail à l'ère du numérique

UN NOUVEAU VISAGE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Ljuban Bulić, nouveau membre de l'équipe, se présente

NUMÉRO 01/2024

Cher·ère·s collègues, cher·ère·s lecteur·rice·s

Nous vivons à une époque passionnante, telle que nous n'en avons jamais connue. Là où les défis se présentent les uns après les autres, nous devons aujourd'hui répondre à tous les problèmes en même temps.

Les objectifs en matière de dérèglement climatique, des changements mondiaux avec un impact sur les nouveaux investissements, la nécessité d'une économie plus verte pour prendre soin de l'environnement, d'utiliser les ressources différemment pour une économie plus circulaire, d'être plus prudent dans notre consommation d'énergie – tous ces aspects sont interconnectés et ont un impact direct sur le monde du travail, où il faut garantir une transition équitable et juste. De plus, tous ces défis émergent dans un environnement numérique de plus en plus alimenté par l'IA et la robotique et dans un contexte multipolaire, avec des guerres à nos portes, en Ukraine et au Moyen-Orient. A quelques semaines des élections européennes, nous sommes conscients que leur résultat déterminera les solutions qui seront choisies, et donc l'avenir des Européen·ne·s.

Il est évident que le fonctionnement de l'Union européenne n'est pas parfait : le processus de prise de décision est parfois trop lent, les compromis auxquels l'UE des 27 est capable d'aboutir donnent l'impression que l'on ne prête pas suffisamment attention à ce qui compte vraiment et les citoyen·ne·s ne sont pas suffisamment informé·e·s de ce que fait l'UE. Les conséquences de la pandémie de Covid-19, les coupes budgétaires, des politiques trop orientées sur le marché et un soutien social insuffisant ont été source d'insécurité pour de nombreuses catégories de population. Les partis populistes ou extrêmes en profitent : ils exploitent la naïveté des personnes et sabotent notre démocratie, érodant la confiance et ignorant les valeurs fondamentales qui doivent continuer à sous-tendre nos sociétés. Plusieurs présentations détaillées sur ce thème ont eu lieu lors de la dernière conférence de l'EZA à Bruxelles. Il a été particulièrement intéressant de noter la différence entre le discours de ces partis et leur comportement de vote au Parlement européen. Ils ont, en effet, systématiquement voté contre les propositions sociales les plus importantes à l'ordre du jour : contre l'initiative pour une Europe sociale forte pour une transition équitable, contre la proposition pour des salaires minimum décents, contre le besoin de négociations collectives, contre un salaire égal pour un travail égal, contre la révision de la directive sur les comités d'entreprise européens – et ce ne sont là que quelques exemples. Mais bien qu'il y ait encore une marge d'amélioration, nous devons utiliser les prochaines semaines pour souligner les progrès et succès qui ont pu être obtenus dans de nombreux domaines, y compris l'Europe sociale.

L'heure est aussi venue de nous demander quelle contribution nous pouvons nous-mêmes apporter à cette Europe sociale. Pour y parvenir, nous devons élargir notre lieu de travail pour parler plutôt d'un « lieu de travail européen ». Nous devons parler à ceux qui nous entourent, sur notre lieu travail et ailleurs, en leur donnant des informations, en parlant de l'importance d'une Europe basée sur des valeurs, comme l'Etat de droit, la solidarité et la responsabilité, la participation, le vivre ensemble, l'ouverture à la coexistence avec tous –notamment les réfugiés – loin de toute polarisation, en apprenant à vivre dans cet espace vaste et unique qu'est l'Europe. Tout ceci fait partie de l'ADN de l'EZA et se reflète dans les points de vue et les actions de ses membres. Nous le savons : 70 % des législations européennes ont une influence même sur les plus petits villages européens. Nous devons donc faire notre possible pour nous assurer que l'Europe de demain soit entre de bonnes mains et offre les perspectives et la sécurité d'un avenir social et humain.

La conviction, l'engagement, l'attitude concrète et les résultats obtenus ces dernières années le prouvent : les représentant·e·s inspiré·e·s par une doctrine sociale chrétienne sont les mieux à même de nous mener sur cette voie.

Luc Van den Brande, Président

SOMMAIRE

4

RAPPORT :

Conférence 2024 de l'EZA à Bruxelles

6

CONTEXTE :

déchiffrer les tendances électorales en Europe

8

ESPOIRS, INQUIÉTODES ET

ATTENTES :

les points de vue de nos membres sur
les élections européennes de 2024

11

ETUDE ADAPT :

La démocratie industrielle aujourd'hui -
définition, signification actuelle et contributions
possibles à la démocratie en général

14

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR

L'ÊTRE HUMAIN :

les conclusions principales de la
campagne de l'EU-OSHA pour la
sécurité et la santé au travail à
l'ère du numérique

18

**UN NOUVEAU VISAGE AU
SECRETARIAT GÉNÉRAL :**

Ljuban Bulić, nouveau membre de
l'équipe, se présente

19

ADRESSE

RAPPORT : CONFÉRENCE 2024 DE L'EZA À BRUXELLES

Populisme et politique sociale : A moins de trois mois des élections européennes, les derniers sondages indiquent un déclin des partis dit du « centre », et une montée des factions d'extrême droite populiste. C'est dans ce contexte que l'EZA a tenu sa Conférence annuelle à Bruxelles les 19 et 20 mars 2024 sur le thème de l'analyse des liens complexes entre populisme et politique sociale.

TEXT : Sergio De la Parra
PHOTOS : Katrin Brüggem

Depuis des années maintenant, élection après élection, nous assistons à une montée lente mais inexorable des partis d'extrême droite dans toute l'UE. Plus qu'une « vague », c'est une « augmentation progressive du niveau de la mer », pour reprendre les mots de l'un des intervenants. En réalité, la situation actuelle est le point culminant d'un phénomène que l'on connaît depuis des décennies, comme l'explique Francesco Seghenzzi, Président d'ADAPT et principal auteur d'une étude commanditée par l'EZA et intitulée « La démocratie industrielle aujourd'hui : définition, signification actuelle et contributions possibles à la démocratie en général. »

De son point de vue, la résurgence du populisme peut être considérée comme la conséquence directe d'une crise plus large de la démocratie, marquée par un déclin de la confiance dans les institutions politiques et par l'érosion de la participation traditionnelle des syndicats dans les processus de prise de décision sur le lieu du travail. En analysant les mécanismes historiques par lesquels la « démocratie au travail » a renforcé les systèmes démocratiques, l'étude fournit un cadre critique permettant de comprendre le paysage politique actuel et offre des perspectives sur les possibilités de revitaliser l'engagement démocratique en renforçant la participation des travailleurs et travailleuses. Il est crucial de comprendre les facteurs historiques qui ont abouti à la montée actuelle des mouvements populistes. Les changements structurels nécessaires pour mettre un terme à cette tendance, ou même la ralentir, peuvent cependant être décourageants. En analysant les inquiétudes qui poussent les électeurs à se tourner vers des partis populistes d'extrême droite, il est cependant possible de mettre au jour des stratégies plus immédiates. Daphne Halikiopoulou, professeur de

politique comparative à l'Université de York, souligne un point crucial : les électeurs principaux et idéologiques des partis d'extrême droite ne sont qu'une minorité. Les autres électeurs « périphériques » de l'extrême droite ont des motivations plus matérialistes, rappelle-t-elle.

Pour contrer efficacement la montée des partis d'extrême droite, les décideurs politiques et les syndicats doivent donc se concentrer sur les griefs économiques en réduisant l'insécurité du marché du travail, en encourageant la croissance économique et en assurant une protection efficace par l'Etat-providence. Plutôt que de copier les programmes des partis populistes, ils doivent se réapproprier et mettre en lumière leur engagement pour l'égalité et faire face aux problèmes économiques qui poussent les électeurs à choisir le populisme. En se concentrant sur ces domaines, ils pourront ré-établir la connexion avec leur base électorale tout en tendant la main à celles et ceux qui, autrement, auraient pu être séduits par le programme d'exclusion de l'extrême droite, affirme Halikiopoulou.

La corrélation entre populisme et politique sociale fonctionne dans les deux sens. Si le modèle économique et social d'un pays peut pousser les électeurs vers les partis populistes, ces mouvements peuvent également influencer sur l'Etat-providence lorsqu'ils parviennent à obtenir des pouvoirs parlementaires ou gouvernementaux. A première vue, la position des partis d'extrême droite, sur les questions de politique sociale, peut sembler simple. Si l'on se concentre sur le Parlement européen, par exemple, plusieurs études du comportement de vote des partis d'extrême droite dans les groupes CRE (Conservateurs et Réformistes européens) et ID (Identité et Démocratie)

montrent un rejet quasi-systématique de toute mesure sociale, économique ou fiscale susceptible de bénéficier à leurs électeurs. En observant la situation plus en détail au niveau national, où les partis d'extrême droite parviennent parfois au pouvoir, on constate qu'ils ne soutiennent qu'un minimum d'Etat-providence. Dans les pays européens où des partis populistes de droite ont participé au gouvernement, ils ont développé et mis en œuvre un modèle d'Etat-providence « dualiste », explique Juliana Chueri, Professeur adjointe à la Vrije Universiteit d'Amsterdam. Ce modèle conjugue protectionnisme et dépenses sociales plus importantes pour les citoyen-ne-s « méritant-e-s » - c'est-à-dire généralement des personnes ayant la nationalité depuis longtemps qui travaillent dur - tout en défendant une austérité néolibérale pour les « non-méritant-e-s », souvent les immigré-e-s et les personnes qui se trouvent en dehors du marché du travail.

On passe ainsi d'une approche visant à garantir un minimum de protection sociale pour tou-te-s à une approche d'expansion sélective basée sur la contribution sociétale perçue, mêlant valeurs nativistes et autoritaires pour bénéficier aux citoyen-ne-s établi-e-s avant de bénéficier aux autres. Inutile de préciser que pour les syndicats, ce type de modèle est anathème et viole le principe fondamental de solidarité en créant des divisions et en encourageant la concurrence entre les travailleurs et travailleuses. Il remet ainsi en question l'engagement pour l'équité universelle en favorisant certains groupes par rapport à d'autres. Si la différence entre les valeurs des syndicats et celles des partis populistes n'était pas suffisamment criante, le manifeste de la CES la souligne clairement et sans concession : rédigé dans la perspective des élections européennes de 2024, ce manifeste se positionne fermement contre la montée du populisme, appelle à un renforcement du dialogue social, pour des politiques plus équitables, et met en avant une stratégie

ambitieuse pour lutter contre les inégalités économiques et les troubles sociaux. Ce manifeste appelle aussi explicitement les partis européens à rejeter toute collaboration avec les partis d'extrême droite au Parlement européen. La conférence de l'EZA a mis en avant un certain nombre de mesures tangibles contre le populisme. Patrick Develtere, Professeur en coopération internationale à l'Université catholique de Louvain, encourage l'auto-critique et le changement : selon lui, « pendant des années, nous avons affirmé que la mondialisation serait bonne pour les gens. Nous leur avons dit que le marché résoudrait tous leurs problèmes sociaux. Nous avons promis qu'elle aurait des retombées positives. » Mais en réalité, ces attentes ont été déçues, encore et encore. Il faut s'en souvenir : nous avons largement et dramatiquement manqué cet objectif.

Claude Rolin, syndicaliste et ancien eurodéputé belge, encourage la cohérence : « On ne peut pas parler sans cesse de politique sociale tout en adoptant en parallèle des politiques économiques et budgétaires qui vont directement à son encontre, comme les nouvelles règles fiscales de l'Union Européenne. » Les syndicats et les associations de travailleurs ont ensuite été mis sur le devant de la scène et célébrés comme étant les défenseurs de la démocratie et de l'équité sociale. Leur rôle est en effet plus crucial que jamais. Quant aux partis politiques, le message est clair : il est temps de passer à la vitesse supérieure, de mettre au point des politiques à la hauteur des besoins de la population, de renforcer l'inclusivité et de mettre le populisme sur la touche.

Les élections de juin se rapprochent et ces réflexions ne sont pas que de belles paroles : il s'agit plutôt d'une feuille de route. Il n'est sans doute pas encore trop tard, mais il est plus urgent que jamais de les mettre en pratique.



PIERGIORGIO SCIACQUA (COPRÉSIDENT, EZA), SIGRID SCHRAML (SECRÉTAIRE GÉNÉRALE, EZA), CESAR RODRIGUEZ PÉREZ (PRÉSIDENT, CEAT), LUC VAN DEN BRANDE (PRÉSIDENT, EZA), ANTONIO LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE (DÉPUTÉ EUROPÉEN), RAINER WIELAND (DÉPUTÉE EUROPÉENNE), CARMEN QUINTANILLA BARBA (PRÉSIDENTE NATIONALE DE L'AFAMMER), ROSA ESTARÁS FERRAGUT (DÉPUTÉE EUROPÉENNE), DENNIS RADTKE (DÉPUTÉ EUROPÉEN), YURIY KURYLO (VICE-PRÉSIDENT DE L'UNION PANUKRAINIENNE DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS)

DÉCHIFFRER LES TENDANCES ÉLECTORALES EN EUROPE

Daphne Halikiopoulou, intervenante à la Conférence de l'EZA à Bruxelles, partage les réflexions issues de ses recherches sur les tendances électorales dans l'UE et nous parle de la grande inconnue : l'abstention.



TEXT : Ralph Würschinger
PHOTOS : Adobe Stock

Avec son collègue Tim Vlandas, de l'Université d'Oxford, la politologue Daphne Halikiopoulou a publié en 2023 un rapport d'analyse sur plusieurs années des résultats électoraux des partis de centre-gauche, centre-droit et d'extrême droite dans 17 pays de l'UE. L'étude se base sur les Enquêtes sociales européennes (ESS) de 2002 à 2018, des études transnationales des pays européens conduites tous les deux ans. Ces études font état des caractéristiques sociodémographiques de chaque participant-e et précisent leur position sur une large gamme de thématiques, comme l'immigration, la démocratie

etc. Depuis les années 2000, les partis d'extrême droite gagnent constamment du terrain. Le soutien pour les partis conventionnels, à gauche comme à droite, est en déclin. Après plusieurs élections nationales partout en Europe, beaucoup de ces partis d'extrême droite sont aujourd'hui au gouvernement, dans des gouvernements de coalition, ou sont même le premier parti, comme c'est le cas en Italie, aux Pays-Bas et en Hongrie. Tout cela mène à une présence accrue de l'extrême droite, explique la politologue. Un signe, selon elle, de l'effondrement du « cordon sanitaire ».

Stratégie de normalisation

Daphne Halikiopoulou continue en expliquant que les partis d'extrême-droite ont trouvé une méthode intelligente mais inquiétante de séduire un électorat plus large : l'utilisation d'une stratégie de normalisation. « Ils tentent de se distancier du fascisme en affirmant que ce qu'ils font n'exclut pas les personnes sur la base de leurs origines ethniques, mais sur la base de leur supposé rejet des idées démocratiques libérales », explique-t-elle. Cette normalisation est aussi alimentée par les partis conventionnels, qui adoptent parfois eux aussi des arguments populistes. Selon la politologue, cette tactique ne permet pourtant pas de gagner des points avec les électeurs. « Tout ce qu'obtiennent ces partis, c'est de mettre à l'avant plan des questions prééminentes pour l'extrême droite. En conséquence, les gens votent pour l'extrême droite, donc le vote pour ces partis enflé, car les électeurs votent pour l'original, pas pour les copies. » En s'éloignant du centre et en se rapprochant de la droite, les partis risquent de perdre le cœur de leur base électoral.

Le paradoxe danois

Beaucoup prennent pour exemple le Danemark. Lors des élections de 2015, le Parti populaire danois d'extrême droite (Dansk Folkeparti), a obtenu plus de 20 % des voix. Son succès a été alimenté par l'importance croissante de la question migratoire et une corrélation forte entre le scepticisme vis-à-vis de l'immigration et la dimension économique du programme politique du parti. Néanmoins, lors des élections suivantes, le parti a perdu la majorité de ses électeurs : en 2022, il n'a obtenu que 2,6 % des voix. En parallèle, les démocrates sociaux se sont déplacés largement vers la droite en termes de politique migratoire et sont restés le parti le plus fort au gouvernement. On pourrait ainsi penser que ce changement est dû à leur adaptation aux thématiques populistes. Selon Daphne Halikiopoulou et ses recherches, cependant, cette modification de la politique n'a pas abouti à une récupération par les sociaux-démocrates des voix qui revenaient précédemment aux populistes de droite. Les chiffres officiels montrent que la proportion de voix remportées par les sociaux-démocrates au Danemark est restée relativement stable lors des dernières élections (2015 : 26,2 %, 2019 : 25,9 %, 2022 : 27,5 %). Selon le rapport, les pertes enregistrées par le Parti populaire danois sont liées à plusieurs facteurs, dont des stratégies

d'accommodation des idées populations mises en place par les parties plus modérées et la concurrence de nouveaux acteurs radicaux comme la Nouvelle Droite (Nye Borgerlige). On constate également un glissement des votes vers le centre droit. Ainsi, même si les Sociaux-démocrates n'ont pas pu conquérir les électeurs du Parti populaire danois en opérant un tournant vers la droite, les chiffres indiquent que ce choix stratégique ne leur a pas non plus coûté leurs propres électeurs.

Le pouvoir des abstentionnistes

Même si les prévisions indiquent qu'il faut s'attendre à un glissement vers la droite lors des élections européennes, il y a encore une grande inconnue : l'abstention. Selon les recherches de Daphne Halikiopoulou, il existe deux types d'abstentionnistes : ceux et celles qui sont en colère contre l'establishment et ceux et celles qui ne s'intéressent pas du tout à la vie politique. Le réseau European Data Journalism Network (EDJNET) a collecté des informations au sujet des votes et de l'abstention au niveau national. La conclusion est que les pays plus riches ou mieux éduqués ont des taux d'abstention plus faibles. Mais il existe également des facteurs individuels, comme en Bulgarie, où cinq élections ont eu lieu en deux ans, ce qui a pu aboutir à une forme de fatigue électorale. D'un autre côté, dans certains pays comme le Luxembourg et la Belgique, voter est obligatoire, sans quoi il est possible d'être exclu des listes électorales pendant des années. Depuis 1979, la participation aux élections européennes est constamment en déclin. Elle était au plus bas en 2014, avec 42,6 %. En 2019, elle s'élevait à nouveau à 50,2 %. Selon le Parlement européen, cette augmentation est principalement due à une forte participation des jeunes électeurs. Difficile de prédire si la participation, cette année, augmentera encore, restera stable, ou sera en baisse, ni comment cela est susceptible d'affecter les résultats. Même si les statistiques annoncent qu'un grand nombre de voix reviendra aux partis populistes, Daphne Halikiopoulou souhaite être claire : « Les résultats politiques sont instables. Très souvent, d'une élection à l'autre, de grands changements s'opèrent. L'extrême droite pourrait donc être victorieuse en juin – mais la situation peut aussi s'inverser. »

 We Work Europe



Interagir avec notre public : le podcast « We work Europe »

Si vous souhaitez en savoir plus sur les conclusions du rapport de Daphne Halikiopoulou et sur les avis de nos membres, notre podcast « We work Europe » explore ces questions en détail. Pour écouter cet épisode, scannez le code QR ou rendez-vous sur we-work-europe.podigee.io

ESPOIRS, INQUIÉTUDES ET ATTENTES

Les points de vue de nos membres sur les élections européennes de 2024
Nous avons demandé à des membres de l'EZA venu de différentes régions de l'UE leur opinion sur les conséquences du populisme dans leur pays et leurs espoirs et attentes vis-à-vis des prochaines élections au mois de juin.

TEXT : Ralph Würschinger
PHOTOS : Lukas Fleischmann, Ralph Würschinger



CARMEN QUINTANILLA BARBA, PRÉSIDENTE DE L'AFAMER (ASSOCIATIONS DES FAMILLES ET MÈRES RURALES), ESPAGNE

”

En Espagne, il existe deux formes de populisme, du point de vue de l'égalité des droits pour les femmes en milieu rural : d'un côté celle d'une partie de la gauche, qui a semé la haine entre les hommes et les femmes ; de l'autre, le populisme d'extrême droite, qui nie les violences faites aux femmes, par exemple.

Je crains que nous ne perdions un peu l'accès aux jeunes. Nous avons du mal à communiquer les énormes succès obtenus par cette communauté européenne.

”



BJØRN ANDERS VAN HEUSDEN, WOW (ORGANISATION MONDIALE DES TRAVAILLEURS), PAYS-BAS

”

Traditionnellement, nous avons un populisme plutôt de droite, mais maintenant, il y a aussi beaucoup de populisme de gauche lié à l'environnement, comme Extinction Rebellion, par exemple. Mais la majeure partie reste de droite. Lors des dernières législatives nationales, 40% des voix sont revenues à l'extrême droite aux Pays-Bas.

J'espère que dans un avenir assez proche, les choses vont se normaliser. L'UE n'est pas encore une véritable union. Chaque pays reste encore concentré sur ses propres problèmes.

”



CAROLIN MOCH, JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE (JOC), EUROPE

”

J'ai peur du parti populiste de droite AfD en Allemagne, qui n'est pas juste un parti, mais plutôt un mouvement. Beaucoup de jeunes en ont peur, surtout lorsqu'il s'agit des élections européennes.

Je pense que les partis populistes vont enregistrer une grande victoire. C'est ainsi. Après cela, nous verrons si le Parlement fonctionnera encore, ou s'il sera bloqué.

Il y a eu beaucoup de manifestations en Allemagne ces dernières semaines. Nous avons vu les gens commencer à se poser des questions : ils ne sont pas tombés dans le piège du populisme. J'espère que nous allons commencer à réfléchir à l'échelle européenne pour empêcher les populistes de droite d'obtenir de trop nombreuses voix.

”



ROLF WEBER, KRIFA (SYNDICAT CHRÉTIEN), DANEMARK

”

Il n'y a pas beaucoup de populisme au Danemark, parce que notre tradition politique veut qu'il soit toujours nécessaire de trouver des compromis entre toutes les familles démocratiques, des libéraux aux socio-démocrates. Ainsi, l'extrême droite et l'extrême gauche n'ont pas voix au chapitre. Je ne m'attends pas à beaucoup de changement.

“

”

Je reconnais deux formes de populisme : l'une est politique, de droite ou de gauche, et l'autre est un populisme religieux et idéologique, principalement issu du monde musulman.

La situation va être très serrée et les partis populistes de droite, en particulier, vont prendre de la vitesse.

J'espère qu'ils ne gagneront pas trop de terrain. Mais je suis suffisamment réaliste pour savoir qu'ils vont évidemment obtenir beaucoup de soutien. Cela ne m'inquiète pas trop, cependant : je considère cela comme un défi pour nous, les syndicats.

“



MICHAEL SCHEDIWY-KLUSEK, FCG (FRACTION DES SYNDICALISTES CHRÉTIENS), AUTRICHE

”

En raison de notre histoire, de notre appartenance au bloc communiste de l'est, il y a 35 ans, nous avons encore des factions politiques qui maintiennent des sentiments pro-russes, principalement à l'extrême gauche. De plus, nous avons également une présence de partis d'extrême droite. Collectivement, ils défendent l'idée d'une sortie de l'Union européenne et de l'OTAN pour notre pays et veulent plus d'indépendance. Aux frontières de l'Europe, un conflit persiste, les dépenses militaires augmentent et le financement des programmes sociaux décline. Les manifestations se multiplient en Europe, dans un climat économique précaire, et de nombreuses économies sont au bord de la récession. Ces conditions sont favorables aux partis nationalistes et populistes qui souhaitent saboter le projet européen.

J'espère sincèrement que le Parti populaire européen (PPE), le parti des Socialistes européens (S&D) et les autres partis qui ont démontré leur engagement en faveur de la progression du modèle social européen maintiendront leur majorité au Parlement. J'espère qu'ils continueront de défendre des législations pertinentes sur les questions sociales.

“

VESELIN MITOV, PODKREPA, BULGARIE



LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE AUJOURD'HUI : DÉFINITION, SIGNIFICATION ACTUELLE ET CONTRIBUTIONS POSSIBLES À LA DÉMOCRATIE EN GÉNÉRAL



FRANCESCO SEGHEZZI - PRÉSIDENT DE LA FONDATION ADAPT

TEXT : Francesco Seghezzi, Président de la Fondation ADAPT (Fondazione Associazione per gli studi internazionali e comparati sul diritto del lavoro e sulle relazioni industriali)

PHOTOS : Lukas Fleischmann

Cet article met en lumière les principales conclusions de recherches consacrées à l'analyse des dynamiques qui entourent les liens entre les mouvements populistes, les crises de la démocratie au travail et le paysage démocratique au sens large. Plus spécifiquement, ces recherches visent à répondre à la question suivante : les syndicats peuvent-ils servir de dissuasion au populisme ? Pour atteindre cet objectif, une approche pluridimensionnelle a été adoptée. Tout d'abord, une enquête théorique a été menée par le biais d'une revue extensive de la littérature existante, en examinant les déclarations des syndicats et en procédant à une analyse documentaire. Ensuite, les recherches se sont

tournées vers une enquête empirique, comprenant des entretiens semi-structurés avec des syndicalistes venus de divers pays européens, dont l'Autriche, la France, l'Italie, la Pologne et l'Espagne. En premier lieu, pour étayer davantage la connexion profonde entre démocratie politique, économique et industrielle, il est crucial de noter que dans tous les pays analysés, des acteurs populistes ont utilisé, pour se hisser sur le devant de la scène, des thèmes socio-économiques clé qui sont traditionnellement l'apanage d'acteurs de la démocratie au travail, et plus particulièrement des syndicats (retraites, salaire minimum, dispositifs de revenu minimum, allocations sociales, travail précaire,

« LES PRESSIONS EN FAVEUR D'UNE PLUS GRANDE MODÉRATION, EXERCÉES PAR L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE SUR LES REVENDICATIONS ET LES OBJECTIFS DES ACTEURS POPULISTES (PLUS PARTICULIÈREMENT AU SUJET DE LEUR POSTURE ONTOLOGIQUEMENT ANTAGONISTE VIS-À-VIS DES SYNDICATS), CONSTITUENT UNE AUTRE TENDANCE NOTABLE. »

pouvoir d'achat des travailleur·se·s). Ces questions sont présente sans distinction à la fois dans les mouvements populistes de gauche et de droite et sont révélatrices de la crise de légitimité et de représentativité traversée récemment par les syndicats. Il est cependant crucial de souligner que cette convergence d'idées entre les acteurs populistes et les syndicats n'a pas automatiquement eu des résultats bénéfiques sur le fonctionnement de la démocratie au travail. Il est tout aussi important de souligner la méthode de mise en œuvre de ces mesures favorables à la main d'œuvre dans les différents pays, notamment en examinant le degré d'implication des syndicats et leur rôle dans les processus de prise de décision.

En Pologne, le parti Droit et justice (PiS) a formé une relation symbiotique avec Solidarność : les mesures proposées par Solidarność et mises en œuvre par le PiS étaient perçues comme positives. Mais malgré cet alignement sur les questions liées à la main d'œuvre, le syndicat a fini par être affaibli, principalement parce que le gouvernement a commencé à traiter de ces questions sans impliquer les partenaires sociaux de manière adéquate. Un manque d'implication des syndicats dans la prise de décision relative à la politique du travail pendant la pandémie a exacerbé ce problème. Par opposition à la Pologne, le gouvernement de coalition espagnol, qui inclut Podemos, a activement impliqué les partenaires sociaux dans la prise de décision et favorablement accueilli leurs propositions politiques, ce qui a permis un progrès de la démocratie au travail, notamment pendant la pandémie de Covid-19. Des études de cas révèlent aussi que même s'ils parviennent à accéder au pouvoir (hormis en France), les acteurs populistes ont été contraints de faire des compromis sur leurs programmes politiques et leurs méthodes opérationnelles par les garde-fous démocratiques de leurs systèmes respectifs. Ainsi, ils ont souvent dû accepter un degré variable d'implication des syndicats, selon le pays et le niveau d'institutionnalisation du dialogue social.

La France est le seul pays, parmi ceux analysés, où de multiples partis populistes ont émergé dans la sphère politique sans parvenir à accéder au

gouvernement. En Italie, en Espagne, en Pologne et en Autriche, en revanche, des mouvements populistes ont eu une place dans un gouvernement ou plus, mais il est possible d'affirmer que leur accession au pouvoir n'a pas altéré significativement le niveau de démocratie industrielle dans le pays, du moins n'y a-t-il pas de corrélation directe entre les deux.

Cette thèse est aussi étayée par le rôle significatif joué par les syndicats non seulement dans l'élaboration mais aussi, dans certains cas, dans la mise en œuvre de mesures essentielles visant à atténuer la propagation de la Covid-19 dans les entreprises. Les pressions en faveur d'une plus grande modération, exercées par l'environnement politique sur les revendications et les objectifs des acteurs populistes (plus particulièrement au sujet de leur posture ontologiquement antagoniste vis-à-vis des syndicats), constituent une autre tendance notable. Lorsque des mouvements populistes entrent au gouvernement, leur institutionnalisation les contraint à adapter leurs programmes politiques et leurs approches vis-à-vis des syndicats. Conformément à l'hypothèse d'inclusion/modération déjà émise dans le contexte autrichien par König et Swalve, les partis populistes tendent à devenir plus modérés lorsqu'ils accèdent au pouvoir. Un besoin de modération que l'on constate aussi au sujet de l'interaction et la coopération nécessaire avec la représentation syndicale, bien qu'à des degrés variables.

Podemos en Espagne, ainsi que Lega, le Mouvement 5 étoiles et Fratelli d'Italia en Italie se sont tout d'abord opposés au rôle et aux activités des syndicats, en capitalisant sur la crise de légitimité que ceux-ci traversaient après la crise économique et financière de 2008. Néanmoins, au moment d'accéder à des positions gouvernementales, ces partis ont été obligés d'impliquer les syndicats dans les processus de prise de décision, bien que souvent dans une mesure limitée ou inefficace. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces recherches ont aussi permis d'élucider les stratégies charnières mises en place par les syndicats pour accentuer leur influence sociétale et atténuer l'érosion de la démocratie au travail. Ces stratégies impliquent des initiatives variées, comme



la prise en compte des dynamiques territoriales dans la démocratie industrielle, la professionnalisation des stratégies de communication et le traitement d'une large gamme de questions comme l'égalité des chances et la durabilité environnementale pour encourager un engagement plus large des travailleur·se·s. Certaines propositions mettent aussi l'accent sur le renforcement du dialogue social sur le lieu de travail, sur l'adoption de procédures de participation standardisées au niveau national comme au niveau territorial pour faciliter le dialogue et donner plus d'autonomie aux différents acteurs, et sur le renforcement de systèmes de négociations collectives fragmentés, particulièrement évidents dans des contextes comme la Pologne.

En conclusion, ces recherches suggèrent que la montée des mouvements populistes et leur accession au gouvernement dans de nombreux pays européens n'a pas eu pour conséquence inhérente un déclin global de la démocratie au travail. Il n'y a, notamment, eu aucune tentative ouverte de parvenir à une désintermédiation totale, même dans les pays où les systèmes de relations industrielles sont fragiles et désorganisés. Curieusement, le modèle spécifique de relations industrielles d'un pays ne semble pas exercer

une influence significative sur la relation entre mouvements populistes et démocratie industrielle. Au lieu de cela, nous voyons émerger un schéma dans lequel chaque pays analysé tend à adhérer à sa dépendance au sentier emprunté en matière de démocratie industrielle, cheminement qui semble imperméable à des menaces externes comme un gouvernement populiste.

Cela souligne l'héritage durable des cadres établis de la démocratie industrielle : qu'ils soient solides ou plus vulnérables, ceux-ci continuent d'influencer les dynamiques des relations de travail dans toute l'Europe. Ces conclusions sont précieuses, bien qu'il faille faire preuve de prudence au moment de les généraliser : des recherches supplémentaires sont justifiées afin d'en savoir plus sur la relation complexe entre populisme et démocratie au travail. Il est à noter que ces recherches constituent une contribution originale : elles ne se contentent pas d'évaluer l'état de la démocratie industrielle dans les pays analysés, mais suivent également son évolution jusqu'à ce jour, plus particulièrement en réponse à l'émergence des mouvements populistes.

L'étude complète sera bientôt publiée par l'EZA.

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR L'ÊTRE HUMAIN

Les conclusions principales de la campagne de l'EU-OSHA pour la sécurité et la santé au travail à l'ère du numérique



TEXT : Lukas Fleischmann
PHOTOS : EU-OSHA

Un-e travailleur·se·s sur trois a le sentiment d'être contrôlé·e et surveillé·e par la technologie – ce n'est que l'un des nombreux faits découverts par les chercheur·se·s de l'EU-OSHA lors de la période de préparation de quatre ans pour la campagne actuelle : « 2023 – 2025 : La sécurité et la santé au travail à l'ère numérique. » Mais au-delà des dangers, des occasions importantes se présentent

aujourd'hui d'utiliser des technologies modernes, comme l'intelligence artificielle (IA) pour améliorer les conditions de travail, la sécurité et la santé des employé·e·s. L'EU-OSHA souhaite sensibiliser au sujet de la sécurité et de la santé au travail à l'ère numérique : l'EZA est fière d'être (à nouveau) partenaire officiel de l'une de ses campagnes.

« Plus que tout, il est important de souligner qu'une technologie n'est pas en soi mauvaise ou bonne. Tout dépend de son application – c'est-à-dire sa conception pour le lieu de travail, sa mise en œuvre et son utilisation au quotidien », explique William Cockburn Salazar, directeur exécutif de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA). L'agence a été créée en 1994 et a commencé son travail à Bilbao en 1996. Depuis sa création, tous les deux ans et maintenant tous les trois ans, elle lance des campagnes sur la sécurité et la santé au travail en collaboration avec le patronat, les syndicats et d'autres organisations. « Nos campagnes sont les plus importantes au monde en matière de sécurité et de santé au travail. Pour celle qui est en cours, nous avons effectué une collecte extensive de données sur quatre ans, et mené diverses enquêtes pour alimenter trois tâches clés de l'EU-OSHA : la sensibilisation, la mise à disposition d'orientations et la prévention des risques. »

Pour collecter ces données, l'organisation a effectué de nombreuses enquêtes. En 2019, par exemple, l'agence a analysé plus de 45 000 lieux de travail en se concentrant sur les technologies numériques. Elle a ainsi pu déterminer que ce type de technologie est utilisé dans neuf postes de travail sur dix, avec des ordinateurs portables ou des appareils mobiles par exemple. « Plus récemment, en 2022, nous avons interrogé les travailleur·se·s sur leur expérience de la technologie. Nous avons été impressionnés de découvrir qu'un-e travailleur·se·s sur trois indiquait que des technologies numériques étaient utilisées pour gérer leurs horaires, leurs équipes et leurs tâches. La même proportion ou presque avait constaté une utilisation de ces technologies pour l'évaluation des performances par des parties tierces », remarque Cockburn, « une augmentation substantielle, plus accentuée que ce à quoi nous nous attendions. »

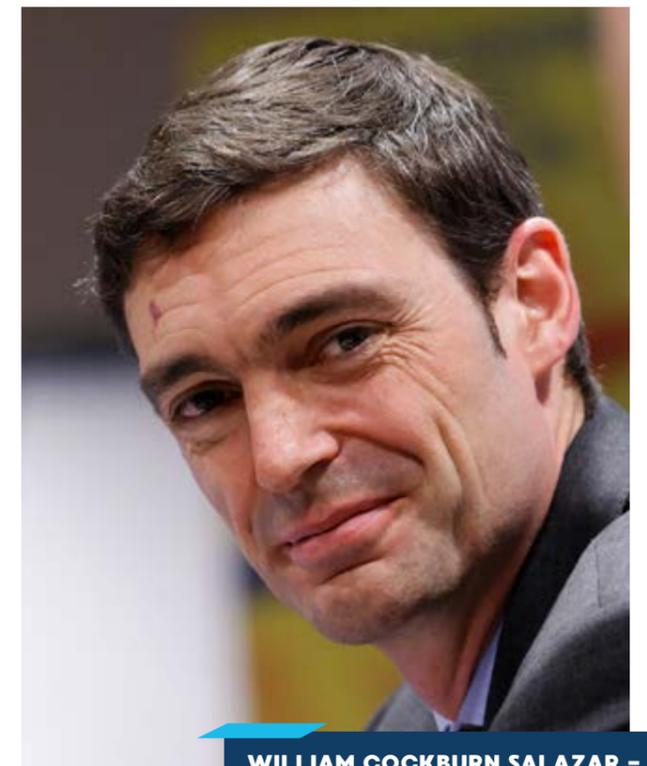
« Big Brother » sur le lieu travail

Plus de 37 % des travailleur·se·s se sentent excessivement surveillé·e·s par leurs employeur·se·s au travail, ce qui mène à une perte perçue d'autonomie. En outre, plus de la moitié des travailleur·se·s rapportent que la technologie numérique a intensifié le travail, provoquant une perte de contrôle et d'indépendance. Une proportion quasi-identique a le sentiment que les technologies numériques les isolent, créant un sentiment de distanciation par rapport à la prise de décisions qui sont parfois perçues comme injustes. Cockburn souligne également qu'il « est essentiel de reprendre le contrôle de la situation : ces facteurs psychosociaux sont les principaux risques actuellement et la cause principale d'absentéisme

au travail en raison de stress et de dépression. » Cockburn défend une approche centrée sur l'être humain pour la gestion des risques liés à ces technologies.

Des occasions à saisir : protection et créativité plutôt que menace

Maurizio Curtarelli, directeur de recherches à l'EU-OSHA, a joué un rôle clé dans de nombreuses études, enquêtes et analyses qui ont fourni des renseignements pour les recommandations de la campagne actuelle. Il souhaite briser le mythe d'un passage au numérique qui constituerait une menace généralisée pour la sécurité et la santé au travail : « Tout un discours autour du passage au numérique suggère que les robots ou la technologie vont remplacer les travailleur·se·s. Mais nous avons constaté que ce n'était pas toujours le cas. Parfois, retirer les travailleur·se·s d'environnements dangereux peut être bénéfique. » Selon Curtarelli, la technologie peut avoir un impact significatif sur la sécurité. « Prenez par exemple une mine ou un chantier. Les nouvelles technologies sont capables de surveiller l'environnement et de détecter des substances toxiques, des gaz, ou un volume sonore excessif.



WILLIAM COCKBURN SALAZAR – DIRECTEUR EXÉCUTIF DE EU-OSHA



MAURIZIO CURTARELLI - DIRECTEUR DE RECHERCHES À L'EU-OSHA

Des capteurs ou des solutions portatives peuvent permettre un suivi des signes vitaux comme la fréquence cardiaque et la tension, pour aider à identifier des risques de burnout ou liés au stress. » Comme le note également Curtarelli : « Automatiser des tâches répétitives peut libérer les travailleur·se·s de tâches monotones, leur donnant plus de temps pour des tâches créatives, de la formation, ou pour se préparer à de nouveaux rôles au sein de l'entreprise. »

L'humanité passe en premier

Toutes les données collectées par l'EU-OSHA au fil des années indiquent qu'en matière de sécurité et de santé au travail, la technologie est une arme à double tranchant. Le défi reste de minimiser autant que possible ses effets négatifs. Curtarelli propose une approche centrée sur l'être humain, qui tiendrait pleinement compte de l'expérience des travailleur·se·s : « Quand la mise en œuvre et l'usage de la technologie font l'objet de discussions avec les travailleur·se·s ou leurs représentant·e·s, en plaçant l'humain au cœur de la démarche, il

est possible de prévenir certaines répercussions négatives de ces technologies sur la sécurité et la santé au travail, et de promouvoir leur utilisation positive pour des objectifs qui y sont liés. »

Le problème des plateformes

Mais cette approche n'est pas possible partout : elle nécessite une profonde démocratisation du lieu de travail, avec des entités comme des comités d'entreprise. Les grandes entreprises semblent avoir moins de difficulté à évoquer la question de la sécurité et de la santé au travail. En revanche, dans la plupart des cas, les travailleur·se·s des plateformes ne bénéficient pas de ce type de représentation organisée. Bien souvent, leur relation de travail avec la plateforme n'est pas conventionnelle ; il·elle·s rencontrent parfois aussi des difficultés pour se connecter à leurs collègues en raison de leur éloignement physique. Malgré de nouvelles lois dans de nombreux pays et au niveau européen pour améliorer la situation des travailleur·se·s des plateformes, comme les livreur·se·s, le contact reste difficile à établir.

« MALGRÉ DE NOUVELLES LOIS DANS DE NOMBREUX PAYS ET AU NIVEAU EUROPÉEN POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES TRAVAILLEUR·SE·S DES PLATEFORMES, COMME LES LIVREUR·SE·S, LE CONTACT RESTE DIFFICILE À ÉTABLIR. »

Pourtant, rien n'est tout noir ou tout blanc : « La pandémie a été un catalyseur important. Bien que nous ne sachions pas si cette mesure était motivée par la protection des travailleur·se·s ou par des raisons commerciales, les plateformes ont commencé à fournir à leur main d'œuvre des masques, des instructions pour la désinfection des mains, et des informations pour éviter la transmission de la maladie : une étape importante dans la protection des personnes concernées », dit Curtarelli. De plus, certaines plateformes analysées par l'EU-OSHA offrent des stratégies pour le bien-être physique et mental. « Au-delà de cela, nous avons observé un échange significatif d'expériences professionnelles parmi les travailleur·se·s des plateformes par des biais informels, comme les applications de messageries ou les blogs. »

Les conséquences pratiques des conclusions théoriques

Les données collectées soulignent un besoin urgent d'agir pour la sécurité et la santé au travail en lien avec les nouvelles technologies. Les réflexions sur les résultats pratiques ont déjà été intégrées à la préparation de la campagne. « Dès [sa] conception, un organe tripartite constitué de représentant·e·s des gouvernements, d'organisations patronales et d'organisations de travailleurs est impliqué », note Klempa. « Nos activités bénéficient d'un fort soutien politique. Certains de nos points focaux au niveau national nous ont dit que des réglementations avaient été adoptées en conséquence des discussions et des échanges que nous avons facilités. »

La campagne actuelle, comme les précédentes, compte sur des partenaires aux niveaux national et européen, comme l'EZA, qui organise des séminaires pour le partage d'idées et de bonnes pratiques à destination des représentant·e·s syndicaux·ales et d'autres organisations sociales. Pour promouvoir et récompenser les bonnes pratiques, notamment en entreprise, l'EU-OSHA a créé un « Prix des bonnes pratiques ». Pour Klempa, le défi le plus important pour ce type de campagnes est d'attirer suffisamment l'attention : « La sécurité et la santé au travail sont parfois vues comme des questions bureaucratiques, de la paperasserie. Beaucoup de gens ne sont pas conscients de l'importance de ces questions dans leur vie et de la contribution significatives qu'elles peuvent apporter à leur expérience au travail. »

Atteindre les travailleur·se·s des plateformes : un défi

Malgré les efforts déployés dans cette direction, atteindre les travailleur·se·s des plateformes reste difficile, notamment dans le cadre de la campagne. Selon Heike Klempa, directrice de campagne responsable de l'exécution opérationnelle : « C'est un peu compliqué. Au niveau national, nos partenaires les incluent parfois, mais pour le moment, il n'y a aucune représentation au niveau européen. »

Interagir avec notre public : le podcast « We work Europe »

Pour en savoir plus sur les conclusions et les objectifs de la campagne en cours, notre podcast « We work Europe » se penchera plus en détail sur ces questions. Nous écouterons aussi la perspective du patronat et parlerons à des représentant·e·s de l'entreprise de logiciels allemande SAP. Pour écouter cet épisode, scannez le code QR ou rendez-vous sur we-work-europe.podigee.io.



UN NOUVEAU VISAGE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Ljuban Bulić, nouveau membre de l'équipe de l'EZA, se présente



LJUBAN BULIĆ

Rejoindre l'équipe de l'EZA est le début d'un nouveau chapitre dans ma carrière : il me donnera l'occasion d'utiliser mes connaissances des relations européennes et mon expérience personnelle relative à l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux. Par le passé, j'ai notamment travaillé au bureau du Représentant spécial de l'UE en Bosnie Herzégovine et contribué à plusieurs projets financés par l'UE : j'ai ainsi pu acquérir des connaissances précieuses sur le rôle crucial du dialogue social dans le processus d'intégration. Je parle couramment les langues des Balkans occidentaux et je suis profondément engagé en faveur de l'unité européenne : je me réjouis donc de soutenir les efforts de l'EZA dans les pays candidats à l'UE. J'ai également hâte d'utiliser mes connaissances et mon expérience pour faire progresser notre objectif commun : promouvoir un dialogue social inclusif et effectif dans toute l'Europe.



MAGAZINE

 **USE YOUR VOTE!**
6-9 JUNE 2024 EUROPEAN ELECTIONS

ADRESSE

Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
E-Mail: eza@eza.org
www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable), Katrin Brüggem, Ralph Würschinger, Sergio De la Parra, Francesco Seghezzi

Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf
wunderling.myportfolio.com

Fotos

Lukas Fleischmann, Katrin Brüggem,
EU-OSHA, Ralph Würschinger, Adobe Stock

Mode de parution

Trois numéros par an.



Financé par
l'Union européenne